laTrompette

Le président américain Joe Biden signe un décret présidentiel le 8 juillet 2022 à Washington, DC. [ALEX WONG/GETTY IMAGES]

L’emprise mortelle réglementaire de l’administration Biden

L'économie américaine est-elle en train d'être régulée pour entrer en récession ?

- Abraham Blondeau
- 02/01/2023

Le Parti républicain devrait prendre le contrôle de la Chambre des représentants en janvier 2023 après des années de contrôle par les démocrates radicaux. Les républicains promettent de réduire le programme de Joe Biden et de revitaliser l’économie. Pourtant, il s’avérera très difficile de réparer les dégâts qui ont été causés.

Le 20 janvier 2021, Biden a publié 17 décrets présidentiels lors de son premier jour à la Maison Blanche.*Politico* a qualifié cela de « premières salves d’une croisade législative et réglementaire à venir pour effacer l’héritage de Donald Trump de la loi fédérale et faire avancer son propre programme ». Ces décrets ont été conçus pour effacer le programme de Trump et reprendre la radicalisation des États-Unis par décret. Celles-ci couvraient les politiques sur la pandémie, les droits des personnes transgenres, le changement climatique et l’économie.

Une ordonnance intitulée « *Modernizing Regulatory Review* » [Moderniser la supervision réglementaire] a reçu peu d’attention mais a un impact massif et préjudiciable sur l’économie des États-Unis. Le comité de rédaction de *Issues & Insights* [Enjeux et perspectives] a écrit dans un article intitulé «*Biden’s Worst Executive Order Went Almost Entirely Unnoticed*» [« Le pire décret présidentiel de Biden est passé presque entièrement inaperçu »] : « Le décret semble également assez inoffensif, sous le titre apparemment innocent : « Moderniser la supervision réglementaire ». Sauf que ce décret ne concerne pas la modernisation des règlements. Il s’agit de laisser agir l’État régulateur avec une férocité jamais vue auparavant dans ce pays.

PT_FR

L’ordonnance de Biden a supprimé l’analyse coûts-avantages utilisée pour réglementer la mise en œuvre des réglementations. Auparavant, si le coût économique d’une réglementation était trop élevé, elle n’était pas mise en œuvre. Avec cette barrière supprimée, la Maison Blanche de Biden a fait tout son possible pour changer les États-Unis par le biais de la réglementation.

C’est exactement la direction opposée de l’administration de Donald Trump. « L’une des plus grandes réalisations—méconnues—de Trump à la Maison Blanche a été ses efforts pour maîtriser l’état de réglementation », a poursuivi *Issues & Insights*. « Homme d’affaires de longue date, Trump a compris—d’une manière que les politiciens de longue date ne peuvent pas—l’avalanche de réglementations qui s’abattent sur une entreprise et les coûts énormes qu’elles imposent. L’une de ses toutes premières actions a été l’ordre « deux pour un ». Le décret de Trump ordonnait aux agences exécutives que pour chaque règlement qu’elles publiaient, deux devaient être annulées.

Pendant les années Trump, les agences supprimaient en moyenne 4,3 règles pour chaque nouvelle règle. On estime que cela a permis aux ménages américains d’économiser en moyenne 3 100 dollars par an en frais réglementaires par le biais des impôts.

Chaque année, l’Institut d’entreprise compétitif (IEC) publie un rapport intitulé « *Ten Thousand Commandments* » [« Dix mille commandements »] qui analyse l’activité réglementaire du gouvernement fédéral sur la base du Registre fédéral. L’IEC a rapporté : « En 2017, la première année de Trump, le Registre fédéral s’est terminé à 61 308 pages, le nombre le plus bas depuis 1993 et une baisse de 36 pour cent par rapport aux 95 894 pages du président Barack Obama, qui à l’époque était le niveau le plus élevé de l’histoire. Obama était le plus grand auteur de réglementation de l’histoire des États-Unis. Biden semble prêt à un retour en force à la réglementation au niveau d’Obama. Le rapport de L’IEC poursuit :

> La répudiation par Biden du programme de déréglementation de Trump est complète. Alors que l’administration Trump affirmait avoir atteint ses objectifs internes de mise en œuvre d’un processus de « une adoptée, deux annulées » pour les règles et le gel des coûts, l’horizon à plus long terme a révélé des agences résistantes prêtes à déclencher beaucoup plus d’actions réglementaires que de déréglementations. Cette impulsion est maintenant déclenchée via les directives de Biden aux agences.

Le zèle réglementaire d’Obama a eu un impact négatif significatif sur l’économie et était un plan secret pour transformer l’Amérique par décret exécutif. En poursuivant ce même programme, les réglementations de Biden ont un impact significatif sur le secteur de l’énergie, elles font grimper l’inflation et augmentent le fardeau sur l’économie. La réglementation peut rendre impossible des méthodes de fonctionnement, augmenter les coûts de conformité aux lois et accroître la présence du gouvernement dans les activités quotidiennes.

Selon le site Web du gouvernement américain, il existe 443 agences fédérales au sein du gouvernement américain. Chacun peut édicter un règlement sur son domaine délégué. Biden cherche à libérer ces 443 agences pour continuer à mettre son programme en action. Les réglementations ont déjà atteint les niveaux d’avant Trump, et cette croisade a commencé avec son décret exécutif le 20 janvier 2021.

La somme d’argent que la réglementation coûte au gouvernement fédéral est stupéfiante. En 2021, ces coûts s’élevaient à 1 930 milliards de dollars, soit 8 pour cent du produit intérieur brut des États-Unis. C’est presque autant que les recettes fiscales des sociétés et des particuliers combinées (1 970 milliards de dollars). Les coûts à eux seuls sont supérieurs à l’ensemble du PIB du Canada. Le gouvernement fédéral devrait dépenser 5 900 milliards de dollars au cours de l’année fiscale de 2022. Les coûts de réglementation s’élèveront à 33 pour cent du budget total.

Au fil des ans, le Congrès a lentement cédé l’autorité dans de nombreux domaines aux agences exécutives. En 2021, le Congrès a promulgué 143 lois, tandis que les agences fédérales en

ont publié 3 257 règles, soit un ratio de 23 sur 1. Depuis 1993, 114 821 règles ont été émises par le gouvernement fédéral. Tant que « l'Etat profond » de la gauche radicale aura la capacité de manipuler le droit et l'économie par le biais de la réglementation, une Chambre des représentants contrôlée par les républicains aura du mal à apporter des changements significatifs. *Issues & Insights* a conclu :

> Les électeurs qui pensent que mettre les républicains aux commandes de la Chambre et du Sénat fera une grande différence pour l'économie vont se réveiller brutalement. Le président Joe Biden a déclenché le Léviathan réglementaire. Les législateurs auront du mal à arrêter les dégâts […] Que peuvent alors faire les républicains ?
>
> Au cours des dernières décennies, le Congrès a cédé tellement d'autorité à la branche exécutive que ses options sont limitées. Mais il peut rester résolu et utiliser le pouvoir du porte-monnaie pour empêcher les régulateurs d'appliquer leurs mandats. Les législateurs peuvent envoyer des projets de loi de réforme réglementaire de bon sens au bureau de Biden et forcer son veto. Ils peuvent parler sans cesse de la façon dont les formalités administratives du gouvernement étouffent l'économie.
>
> Ils pourraient faire toutes ces choses. Mais cela nécessiterait un niveau de prévoyance et de courage que les républicains ont rarement fait preuve lorsqu'ils étaient au pouvoir.

Donald Trump a été le seul président à déréglementer l'économie et à restaurer la liberté économique du peuple. Il avait commencé à démanteler l'emprise mortelle réglementaire de l'État profond d'Obama. Trump a été le seul républicain à avoir le courage et la fermeté pour lutter contre cette vague réglementaire. Si l'histoire est un guide, la Chambre des représentants contrôlée par les républicains ne pourra pas, ou ne voudra pas, affronter l'État profond. Il y a une bataille en cours pour l'Amérique, et un seul homme est prêt à se battre contre ces forces. Dans le magazine la *Trompette* de janvier 2023, le rédacteur en chef Gerald Flurry a écrit dans son article «*Prêt pour la guerre* » :

> D'un côté de cette bataille politique en Amérique, il y a le Parti démocrate et la gauche radicale. Il y a aussi, nous le savons maintenant, les républicains de l'élite. Ils sont rejoints par les médias, tant de gauche que « conservateurs »—et les grandes entreprises technologiques, maintenant à la seule exception de Twitter. Et tous sont rangés ensemble.
>
> De l'autre côté, il y a Donald Trump. Il est virtuellement seul.

Les statistiques affichent cette vérité : un seul homme s'est montré disposé à faire face à l'élite. Cependant, la réglementation n'est pas qu'un jeu de chiffres. C'est en fait une composante de l'attaque communiste contre les États-Unis. M. Flurry explique cela dans son livre *L'Amérique sous attaque*. Cette révolution communiste est menée par Barack Obama via la présidence par procuration de Joe Biden. Ces réglementations ne sont qu'une des façons dont la gauche radicale cause une amère affliction dans le pays. Cette attaque a été prophétisée.
2 Rois 14 : 26 dit : « Car l'Éternel vit que l'affliction d'Israël était très-amère, et qu'il n'y avait plus personne, homme lié ou homme libre, et qu'il n'y avait personne qui secourût Israël » (version Darby).

Pourtant, la Bible prophétise également que Dieu sauvera l'Amérique une fois de plus. Le verset 27 dit : « Or l'Éternel n'avait point résolu d'effacer le nom d'Israël de dessous les cieux, et il les délivra par Jéroboam, fils de Joas. » Qui est ce Jéroboam ? Qui Dieu utilisera-t-Il pour sauver l'Amérique de cette amère affliction ?

M. Flurry a poursuivi dans « *Prêt pour la guerre* » : « Mais Dieu ne va pas permettre cela. Il va sauver Israël, temporairement. Comment ? 'Par la main de Jéroboam'. Anciennement, Il l'a fait à travers le roi Jéroboam II. Prophétiquement, c'est le rôle que M. Trump va jouer. Cela ne s'est pas encore produit dans la mesure où cela se produira. Trump doit revenir à la présidence pour remplir cette fonction. »

L'Amérique souffre sous le glas de l'attaque réglementaire de la gauche radicale. Pourtant, Dieu sauvera l'Amérique une fois de plus pour donner à la nation une dernière chance de se repentir ! Un seul livre peut expliquer l'esprit et la motivation derrière cet effort de réglementation. Veuillez lire *L'Amérique sous attaque*.